

Comprendre la nouvelle économie du climat

Note synthétique

Mars 2023



Par :
Issa LINGWELU
Trésor BONDJEMBO
Audry MBALA

Table des matières

1. DÉFINITION DE CONCEPT	1
2. NOUVELLE ÉCONOMIE DU CLIMAT EN RDC	1
3. PRINCIPES DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE DU CLIMAT	3
3.1. Synergie entre croissance et durabilité	3
3.2. Plan d'action global	4
3.3. Importance des politiques publiques	6
3.4. Équité et justice sociale	7
4. LES APPROCHES DE PARTICIPATION ET D'INCLUSION DANS LE PROCESSUS DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE DU CLIMAT	9
4.1. Engagement des Communautés Locales	9
4.2. Inclusion des Groupes Marginalisés	9
4.3. Renforcement des Capacités	9
4.4. Transparence et Responsabilité	10
4.5. Approche Centrée sur l'Humain	10
5. LES PRINCIPAUX AVANTAGES ÉCONOMIQUES DE LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE CLIMATIQUE	10
5.1. Création d'emplois	10
5.2. Compétitivité accrue	10
5.3. Stimulation de nouveaux secteurs économiques	11
5.4. Réduction des coûts de santé	11
5.5. Résilience économique	11
5.6. Amélioration de la justice sociale	11
6. LES NOUVEAUX EMPLOIS VERTS QUI SERONT CRÉÉ PAR LA NOUVELLE ÉCONOMIE DU CLIMATIQUE	12
7. LES OPPORTUNITÉS DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE DU CLIMAT EN RDC	13
7.1. Énergies renouvelables	13
7.2. Agriculture durable	13
7.3. Gestion durable des forêts	13
7.4. Transport durable	14
7.5. Écotourisme et conservation de la biodiversité	14

1. DÉFINITION DE CONCEPT

La nouvelle économie du climat fait référence à un modèle économique qui intègre les préoccupations liées au changement climatique et à la durabilité environnementale dans toutes les facettes de l'activité économique. Elle vise à transformer les pratiques et les systèmes économiques actuels afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles, d'encourager l'adoption d'énergies renouvelables, et de renforcer la résilience face aux impacts du changement climatique.

La "nouvelle économie du climat" se réfère à un modèle économique qui vise à concilier la croissance économique et la lutte contre le changement climatique. Ce concept a été popularisé par la Commission mondiale sur l'économie et le climat, présidée par Felipe Calderón et Nicholas Stern, qui a publié des rapports soulignant que les politiques favorables au climat peuvent également stimuler la croissance économique.

2. NOUVELLE ÉCONOMIE DU CLIMAT EN RDC

La nouvelle économie du climat en République Démocratique du Congo (RDC) se caractérise par une série d'initiatives et de stratégies visant à intégrer la lutte contre le changement climatique dans le développement économique du pays.

L'historique de la nouvelle économie du climat en République Démocratique du Congo (RDC) est marqué par une série d'initiatives et de rapports qui soulignent l'importance d'intégrer les enjeux climatiques dans le développement économique du pays. Voici les points clés de cet historique :

Rapport sur le Climat et le Développement (CCDR)

En novembre 2023, la RDC a publié son premier Rapport sur le climat et le développement (CCDR) avec l'appui de la Banque mondiale. Ce rapport met en lumière les impacts du changement climatique sur l'économie congolaise et souligne la nécessité d'une transformation structurelle pour atteindre des objectifs de développement durable. Il préconise des mesures d'adaptation pour réduire les pertes économiques potentielles, estimées entre 4,7 % et 12,9 % du PIB d'ici 2050 si aucune action n'est entreprise.

Vision de la RDC comme "Pays Solution"

Lors de la COP26, le président Félix Tshisekedi a présenté la RDC comme un "pays solution" à la crise climatique, mettant en avant ses vastes ressources naturelles, notamment ses forêts tropicales et ses réserves d'eau douce. Cette initiative vise à positionner la RDC comme un acteur clé dans la lutte contre le changement climatique tout en générant des revenus pour le développement durable.

Création de l'Institut de Bassin du Congo

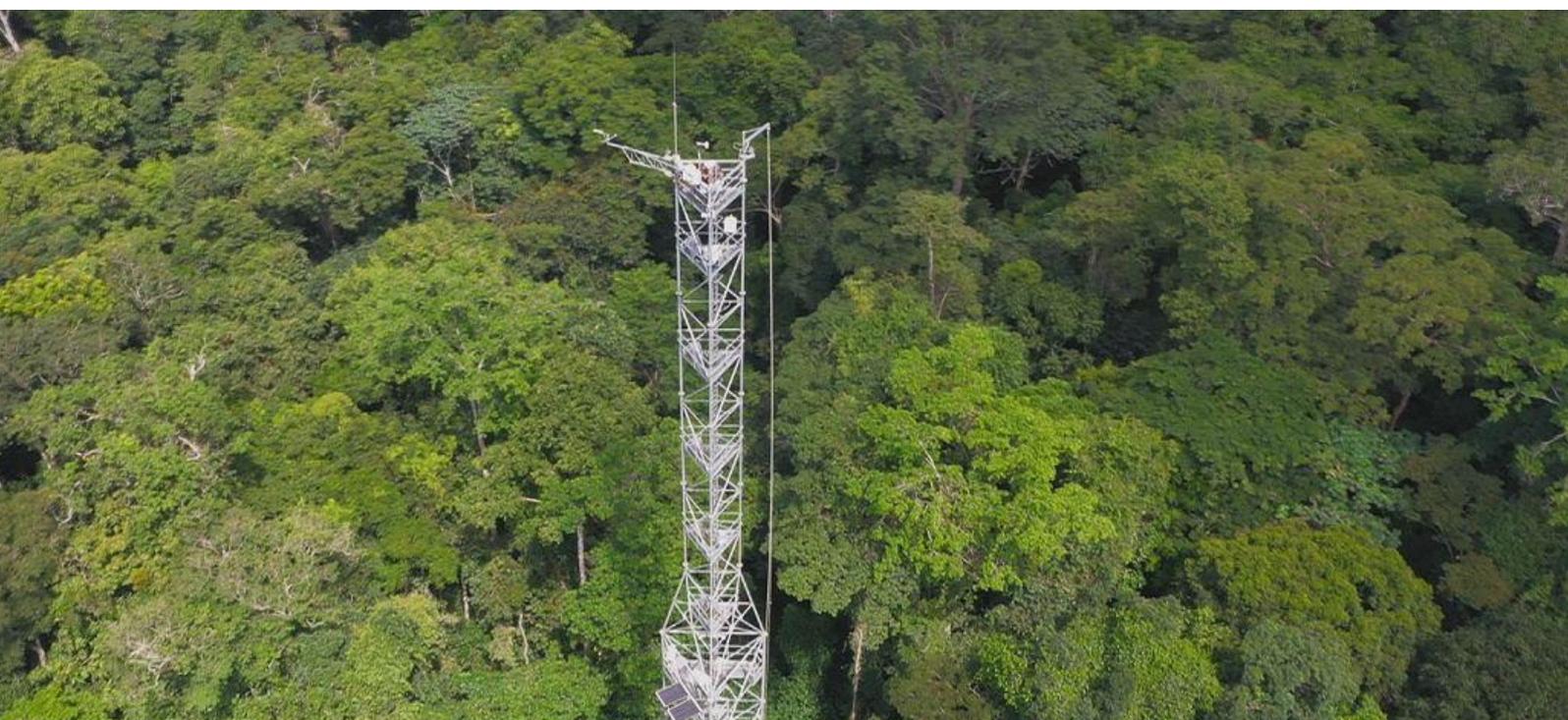
En 2024, la RDC a annoncé la création de l'Institut de Bassin du Congo, financé par le Bezos Earth Fund. Cet institut a pour mission de coordonner les recherches sur le climat et de développer une stratégie globale sur le climat pour la RDC et la région du bassin du Congo. Cela représente un pas significatif vers la mobilisation des ressources et des expertises nécessaires pour faire face aux défis climatiques.

Politiques d'Adaptation et de Résilience

Le CCDR identifie plusieurs domaines d'action essentiels pour renforcer la résilience climatique, notamment l'amélioration des infrastructures, la gestion des ressources en eau, et la promotion de l'agriculture durable. Ces politiques visent à atténuer les impacts du changement climatique sur les populations vulnérables, en particulier les femmes et les groupes marginalisés.

Engagement International et Financement

La RDC cherche à attirer des financements internationaux pour soutenir ses initiatives climatiques. Le rapport CCDR souligne la nécessité d'investir jusqu'à 9 % supplémentaires du PIB pour compenser les effets du changement climatique d'ici 2050, ce qui nécessite une collaboration entre le secteur public et privé.



3. PRINCIPES DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE DU CLIMAT

La nouvelle économie du climat propose une approche intégrée qui lie durabilité environnementale et développement économique, avec un rôle clé pour les pouvoirs publics pour orienter les investissements et assurer une transition juste.

3.1. Synergie entre croissance et durabilité

Contrairement à l'idée que la lutte contre le changement climatique pourrait freiner la croissance, la nouvelle économie du climat soutient que des actions pour le climat peuvent également générer des bénéfices économiques. Cela inclut la transition vers des énergies renouvelables et la réduction de la dépendance aux combustibles fossiles, qui peuvent créer des emplois et stimuler l'innovation.

La "nouvelle économie du climat" repose sur l'idée **que la croissance économique et la durabilité environnementale** peuvent coexister et se renforcer mutuellement. Voici les principaux éléments de la synergie entre croissance et durabilité dans ce contexte :

➤ Amélioration de l'efficacité des ressources

La nouvelle économie du climat met l'accent sur l'amélioration de l'efficacité dans l'utilisation des ressources. Cela implique des investissements dans des technologies et des pratiques qui réduisent le gaspillage et optimisent la consommation d'énergie et de matériaux. En adoptant des méthodes plus efficaces, les entreprises peuvent réduire leurs coûts tout en minimisant leur impact environnemental.

➤ Innovation et investissements

L'innovation est un levier clé pour atteindre une croissance durable. La transition vers une économie bas-carbone nécessite des investissements dans des infrastructures vertes et des technologies propres. Cela inclut le développement de nouvelles sources d'énergie renouvelable, des systèmes de transport durables et des solutions pour la gestion des déchets. Ces investissements non seulement stimulent l'économie, mais créent également des emplois dans des secteurs en pleine expansion.

➤ Politiques publiques favorables

Pour réussir cette transition, des politiques publiques adéquates sont essentielles. Cela peut inclure la mise en place de taxes sur le carbone, la suppression des subventions aux combustibles fossiles, et la promotion de réglementations qui encouragent les pratiques durables. Ces mesures peuvent aider à orienter les comportements des consommateurs et des entreprises vers des choix plus durables, tout en soutenant la croissance économique.

➤ **Réduction des inégalités**

Une transition juste est également cruciale. Cela signifie que les bénéfices de la croissance durable doivent être partagés équitablement, en veillant à ce que les communautés vulnérables ne soient pas laissées pour compte. En intégrant des considérations d'équité dans les politiques de transition, on peut renforcer le soutien public et garantir que la croissance économique profite à tous.

➤ **Résilience économique**

En intégrant des pratiques durables, les économies peuvent devenir plus résilientes face aux chocs environnementaux. Cela inclut la préparation aux impacts du changement climatique, ce qui peut réduire les coûts économiques à long terme associés aux catastrophes naturelles et aux perturbations des ressources.

En somme, la nouvelle économie du climat propose une approche intégrée où la croissance économique et la durabilité environnementale sont vues comme des objectifs complémentaires, nécessitant des stratégies innovantes, des investissements ciblés et des politiques publiques adaptées pour assurer une transition réussie.

3.2. Plan d'action global

Le concept de la "nouvelle économie du climat" inclut un plan d'action global qui vise à intégrer les enjeux climatiques dans les stratégies de développement économique. Ce plan est essentiel pour orienter les efforts vers une transition durable et résiliente face aux défis du changement climatique.

Le rapport de la Commission propose une feuille de route pour la transition des modèles économiques à l'échelle mondiale, affirmant que cette transition est non seulement possible mais également souhaitable. Les recommandations incluent la suppression progressive des subventions aux combustibles fossiles et l'encouragement des investissements dans les technologies vertes.

Voici les éléments clés de ce plan d'action global :

➤ **Objectifs du Plan d'Action**

- **Réduction des Émissions** : Le plan vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre en identifiant et en soutenant les interventions les plus efficaces en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Cela inclut des investissements dans des secteurs clés tels que l'énergie, l'agriculture, l'eau, et les transports.

- **Alignement avec l'Accord de Paris** : Tous les flux de financement doivent être alignés sur les objectifs de l'Accord de Paris. Cela implique que les opérations de financement doivent soutenir les engagements climatiques des pays, en mettant l'accent sur une transition juste et inclusive.
- **Soutien aux Pays en Développement** : Le plan d'action met un accent particulier sur le soutien aux pays en développement, qui sont souvent les plus vulnérables aux impacts du changement climatique. Le Groupe de la Banque mondiale, par exemple, a prévu d'augmenter considérablement ses financements pour aider ces pays à s'adapter et à renforcer leur résilience.
- **Intégration des Solutions Basées sur la Nature** : Le plan reconnaît l'importance des solutions basées sur la nature pour l'atténuation et l'adaptation, en intégrant la préservation du capital naturel et de la biodiversité dans les stratégies de développement.
- **Mobilisation des Capitaux Privés** : Une partie essentielle du plan consiste à mobiliser des capitaux privés pour soutenir les initiatives climatiques. Cela nécessite des stratégies claires pour orienter les investissements vers des projets durables et résilients.

➤ **Approches Stratégique**

- **Identification des Priorités** : Le plan d'action encourage l'identification des mesures les plus prometteuses pour réduire les émissions et améliorer la résilience, en se concentrant sur les impacts mesurables.
- **Collaboration Multilatérale** : La mise en œuvre du plan nécessite une coopération internationale, avec des partenariats entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile pour maximiser l'impact des actions climatiques.
- **Suivi et Évaluation** : Un suivi régulier des progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan est essentiel pour ajuster les stratégies et garantir l'efficacité des interventions.

En conclusion, le plan d'action global de la nouvelle économie du climat est un cadre stratégique visant à intégrer les préoccupations climatiques dans le développement économique, en favorisant une approche inclusive et durable. Il cherche à mobiliser des ressources, à aligner les financements sur les objectifs climatiques et à soutenir les pays les plus vulnérables dans leur transition vers une économie résiliente au climat.

3.3. Importance des politiques publiques

Les politiques publiques jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre de la nouvelle économie du climat.

La nouvelle économie du climat souligne la nécessité d'une action concertée au niveau gouvernemental, impliquant les ministres des Finances et d'autres décideurs, pour intégrer les considérations climatiques dans les politiques économiques.

Voici les principaux aspects de politiques publiques et leur importance dans la nouvelle l'économie du climat :

➤ **Cadre Réglementaire**

Les politiques publiques établissent un cadre réglementaire qui guide les comportements des entreprises et des consommateurs. Elles peuvent inclure des réglementations sur les émissions de gaz à effet de serre, des normes d'efficacité énergétique, et des incitations fiscales pour les énergies renouvelables. Ces mesures encouragent l'innovation et l'adoption de technologies propres, essentielles pour atteindre les objectifs climatiques.

➤ **Mobilisation des Ressources Financières**

Les gouvernements peuvent mobiliser des ressources financières pour soutenir la transition vers une économie bas-carbone. Cela inclut la création de fonds pour les infrastructures vertes, l'octroi de subventions pour les projets d'énergie renouvelable, et la mise en place de taxes sur le carbone. Par exemple, les mesures de protection du climat ont eu un impact direct ou indirect sur 71 % des recettes publiques en Suisse, soulignant l'importance des politiques climatiques sur les finances publiques.

➤ **Coordination des Efforts**

Les politiques publiques permettent de coordonner les efforts entre différents secteurs et niveaux de gouvernement. Une approche intégrée est nécessaire pour s'assurer que les politiques environnementales, économiques et sociales sont alignées. Cela aide à éviter les incohérences et à maximiser l'impact des actions entreprises.

➤ **Adaptation et Résilience**

Les politiques publiques doivent également se concentrer sur l'adaptation aux impacts du changement climatique. Cela inclut des mesures pour protéger les communautés vulnérables et renforcer la résilience des infrastructures. Par exemple, des politiques d'adaptation peuvent réduire les impacts des événements climatiques extrêmes, ce qui est crucial pour la durabilité économique à long terme.

➤ **Promotion de la Justice Sociale**

Une transition juste est essentielle pour garantir que les bénéfices de la lutte contre le changement climatique sont partagés équitablement. Les politiques publiques doivent intégrer des mesures de justice sociale pour protéger les groupes les plus défavorisés et vulnérables. Cela peut inclure des programmes de reconversion professionnelle pour les travailleurs des secteurs polluants et des initiatives pour garantir l'accès à des technologies propres.

➤ **Renforcement de la Coopération Internationale**

Les politiques publiques au niveau national doivent être accompagnées d'une coopération internationale. Les défis climatiques sont globaux et nécessitent des réponses coordonnées. Les pays doivent collaborer pour partager les meilleures pratiques, les technologies et les ressources financières, afin d'atteindre les objectifs climatiques communs.

Les politiques publiques sont essentielles pour catalyser la transition vers une nouvelle économie du climat. Elles fournissent le cadre nécessaire pour orienter les investissements, encourager l'innovation, et garantir que la transition soit juste et inclusive.

3.4. Équité et justice sociale

La transition vers une économie bas-carbone doit se faire de manière juste, en veillant à ce que les bénéfices soient partagés équitablement et que les communautés vulnérables ne soient pas laissées pour compte. Une transition bien gérée peut permettre à l'action climatique de créer des emplois de qualité et de réduire la pauvreté.

L'équité et la justice sociale sont des éléments essentiels de la nouvelle économie du climat, car elles visent à garantir que les bénéfices et les coûts de la transition vers une économie durable soient répartis de manière équitable. Voici les principaux aspects de cette relation :

➤ **Justice climatique**

La justice climatique souligne que les impacts du changement climatique ne sont pas répartis de manière égale. Les communautés les plus vulnérables, souvent celles qui ont le moins contribué à la crise, subissent les effets les plus graves, tels que les catastrophes naturelles, la perte de moyens de subsistance et l'accès limité aux ressources essentielles comme l'eau et la nourriture. La justice climatique appelle à une

répartition équitable des responsabilités et des ressources pour aider ces communautés à s'adapter et à se remettre des impacts du changement climatique.

➤ **Responsabilité historique**

Ce principe reconnaît que les pays et les industries qui ont historiquement émis le plus de gaz à effet de serre ont une responsabilité particulière envers ceux qui sont les plus touchés par le changement climatique. Cela implique que les pays développés, qui ont bénéficié d'un développement économique basé sur des émissions élevées, doivent soutenir les pays en développement dans leur lutte contre le changement climatique.

➤ **Inclusion des communautés marginalisées**

Pour que la transition vers une économie verte soit véritablement juste, il est crucial d'inclure les voix des communautés marginalisées dans les processus de décision. Cela inclut les peuples autochtones, les femmes, et d'autres groupes souvent exclus des discussions sur le climat. Leur participation est essentielle pour s'assurer que les solutions mises en place répondent à leurs besoins et respectent leurs droits.

➤ **Réduction des inégalités**

La transition vers une économie bas-carbone doit également viser à réduire les inégalités existantes. Les politiques doivent être conçues pour garantir que les bénéfices de la transition, tels que la création d'emplois verts, profitent à tous, en particulier aux groupes les plus défavorisés. Cela peut inclure des programmes de formation et de reconversion pour les travailleurs des secteurs polluants, afin de les aider à accéder à de nouvelles opportunités d'emploi.

➤ **Politique de transition juste**

Une politique de transition juste est essentielle pour garantir que les impacts de la transition vers une économie durable soient gérés de manière équitable. Cela implique des mesures visant à protéger les emplois et les revenus lors des crises environnementales, ainsi que des mécanismes de soutien pour les travailleurs touchés par la transition. La mise en place d'un cadre de protection sociale qui tient compte des risques environnementaux est également cruciale.

En intégrant l'équité et la justice sociale dans la nouvelle économie du climat, il est possible de créer un avenir plus durable et équitable. Cela nécessite des actions concertées pour s'assurer que les voix des plus vulnérables sont entendues et que les bénéfices de la transition sont partagés de manière équitable, tout en tenant compte des responsabilités historiques des pays et des industries.

4. LES APPROCHES DE PARTICIPATION ET D'INCLUSION DANS LE PROCESSUS DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE DU CLIMAT

L'approche de participation et d'inclusion dans le processus de la nouvelle économie du climat est essentielle pour garantir que les voix de toutes les parties prenantes, en particulier celles des communautés vulnérables et marginalisées, soient entendues et intégrées dans les décisions climatiques. Voici les principaux aspects de cette approche :

4.1. Engagement des Communautés Locales

Les communautés locales et peuples autochtones pygmées sont souvent les plus touchées par le changement climatique, doivent jouer un rôle central dans la conception et la mise en œuvre des solutions d'adaptation et d'atténuation. Cela implique de les sensibiliser et de les former pour qu'elles puissent identifier et proposer des solutions adaptées à leur contexte spécifique. Par exemple, des initiatives comme les sessions de partage de compétences et d'expérience, organisées lors de conférences comme CBA18, visent à renforcer l'engagement communautaire et à promouvoir des actions climatiques menées par les communautés.

4.2. Inclusion des Groupes Marginalisés

Il est crucial d'inclure les groupes souvent sous-représentés, tels que les femmes, les jeunes, et les peuples autochtones, dans le processus décisionnel. Ces groupes détiennent des connaissances et des compétences précieuses pour la gestion des ressources naturelles et la résilience climatique. Leur participation active permet de garantir que les politiques climatiques tiennent compte de leurs besoins et de leurs perspectives.

4.3. Renforcement des Capacités

Pour favoriser une participation significative, il est nécessaire de renforcer les capacités des communautés et des organisations de la société civile. Cela peut inclure des formations sur les enjeux climatiques, des outils de plaidoyer, et des ressources pour comprendre les mécanismes de financement climatique. Par exemple, des alliances comme celle formée au Burkina Faso, qui regroupe des ONG et des groupes communautaires, travaillent ensemble pour analyser les contributions déterminées au niveau national (CDN) et formuler des recommandations.

4.4. Transparence et Responsabilité

L'inclusion doit également s'accompagner de mécanismes de transparence et de responsabilité. Les financements climatiques doivent être distribués de manière équitable, et les communautés doivent être impliquées dans le suivi et l'évaluation des projets. Des initiatives comme celles de la Banque mondiale, qui mettent l'accent sur des plans de partage des bénéfices, garantissent que les communautés locales reçoivent une part équitable des avantages découlant des projets de réduction des émissions.

4.5. Approche Centrée sur l'Humain

Une approche centrée sur l'humain implique de prendre en compte les réalités et les expériences vécues des individus dans la conception des politiques climatiques. Cela nécessite d'intégrer des perspectives diverses et de valoriser les savoirs locaux, ce qui peut enrichir les solutions proposées et les rendre plus efficaces

5. LES PRINCIPAUX AVANTAGES ÉCONOMIQUES DE LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE CLIMATIQUE

La transition vers une économie climatique présente plusieurs avantages économiques significatifs. Voici les principaux :

5.1. Création d'emplois

La transition vers des énergies renouvelables et des technologies vertes est un moteur de création d'emplois. En Europe, par exemple, la transition énergétique a déjà permis de créer environ 4 millions d'emplois, avec des prévisions d'augmentation de 492 000 emplois supplémentaires si les efforts de lutte contre le changement climatique se poursuivent.

5.2. Compétitivité accrue

Les énergies renouvelables deviennent de plus en plus compétitives par rapport aux combustibles fossiles. Le coût de l'énergie solaire a chuté de 75 % entre 2010 et 2018, et celui de l'électricité éolienne de 35 % sur la même période. Cette compétitivité est essentielle pour réduire la dépendance aux énergies fossiles et stimuler l'innovation dans le secteur énergétique.

5.3. Stimulation de nouveaux secteurs économiques

La transition vers une économie bas-carbone favorise l'émergence de nouveaux secteurs à croissance rapide, notamment dans les technologies vertes et les services liés à l'environnement. Cela peut également contribuer à diversifier l'économie et à réduire les risques associés à la dépendance à des secteurs traditionnels plus polluants.

5.4. Réduction des coûts de santé

En diminuant les émissions de gaz à effet de serre et en améliorant la qualité de l'air, la transition climatique peut réduire les coûts de santé publique associés à la pollution. Une meilleure qualité de l'air entraîne moins de maladies respiratoires et cardiovasculaires, ce qui se traduit par des économies pour les systèmes de santé et les ménages.

5.5. Résilience économique

Une économie qui s'adapte aux défis climatiques est plus résiliente face aux chocs environnementaux. En investissant dans des infrastructures durables et des technologies vertes, les économies peuvent mieux se préparer aux impacts du changement climatique, tels que les événements météorologiques extrêmes.

5.6. Amélioration de la justice sociale

Une transition juste, qui inclut la participation des communautés et la création d'emplois de qualité, peut contribuer à réduire les inégalités économiques. En s'assurant que les bénéfices de la transition sont partagés équitablement, les gouvernements peuvent renforcer le soutien public pour des politiques climatiques ambitieuses.

6. LES NOUVEAUX EMPLOIS VERTS QUI SERONT CRÉÉ PAR LA NOUVELLE ÉCONOMIE DU CLIMATIQUE

La transition climatique a créé de nombreux nouveaux emplois verts dans différents secteurs. Voici quelques exemples :

➤ **Énergies renouvelables**

L'augmentation de la demande en énergie propre a créé de nouveaux emplois dans le solaire, l'éolien, l'hydroélectricité et la biomasse. Les travailleurs sont nécessaires pour l'installation, la maintenance et la gestion de ces nouvelles infrastructures.

Les emplois dans le secteur des énergies renouvelables sont en plein essor grâce à la nouvelle économie du climat et la transition vers une économie bas-carbone.

➤ **Éco-construction**

la transition vers des bâtiments plus durables et économes en énergie a généré de nouveaux emplois dans la construction écologique. Les travailleurs qualifiés sont nécessaires pour la construction de maisons passives, l'isolation thermique, l'utilisation de matériaux durables, etc.

➤ **Transports verts**

Le développement des véhicules électriques et des infrastructures de mobilité durable crée de nouveaux emplois dans la production, l'installation et la maintenance de ces véhicules. Il y a également une demande croissante pour les services de recharge et de gestion des flottes de véhicules électriques.

➤ **Gestion des déchets**

La transition vers une économie circulaire nécessite de nouvelles compétences dans la collecte, le tri, le recyclage et la valorisation des déchets. Les emplois sont créés dans le domaine de la gestion des déchets, de l'économie circulaire et de la sensibilisation à la réduction des déchets.

Le secteur de la gestion des déchets offre de nombreuses opportunités d'emploi, en réponse à la nécessité croissante de gérer les déchets de manière durable.

➤ **Agriculture durable**

L'agriculture à faible impact environnemental est en pleine expansion, créant des emplois dans la production biologique, l'agroforesterie, la permaculture, la gestion des sols et la vente de produits locaux.

➤ Services environnementaux

La demande croissante pour les services de conseil en matière d'environnement, d'évaluation des risques environnementaux, de réduction des émissions de carbone et de compensation carbone crée de nouveaux emplois dans le secteur des services environnementaux.

Le secteur des services environnementaux englobe une variété de métiers liés à la gestion, à la préservation et à la protection de l'environnement.

7. LES OPPORTUNITÉS DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE DU CLIMAT EN RDC

La nouvelle économie du climat en République démocratique du Congo (RDC) offre de nombreuses opportunités pour promouvoir le développement économique tout en luttant contre le changement climatique et en préservant les ressources naturelles du pays. Voici quelques domaines clés de cette nouvelle économie du climat en RDC :

7.1. Énergies renouvelables

La RDC possède un énorme potentiel en matière d'énergie renouvelable, notamment l'hydroélectricité, l'énergie solaire et la biomasse. Le développement de ces sources d'énergie propres peut non seulement réduire la dépendance par rapport aux combustibles fossiles, mais également créer des emplois et stimuler la croissance économique.

7.2. Agriculture durable

La RDC a un énorme potentiel agricole, et une transition vers des pratiques agricoles durables peut augmenter la productivité tout en préservant les écosystèmes. L'agroforesterie, l'agriculture biologique et d'autres techniques respectueuses de l'environnement peuvent améliorer la résilience des agriculteurs et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

7.3. Gestion durable des forêts

Les forêts de la RDC sont parmi les plus vastes et les plus diversifiées d'Afrique, et leur gestion durable est cruciale pour la lutte contre le changement climatique. Le développement de la foresterie communautaire, la promotion de l'exploitation forestière légale et la préservation des écosystèmes forestiers peuvent contribuer à la réduction de la déforestation et à la valorisation économique des ressources forestières.

7.4. Transport durable

L'amélioration des infrastructures et des systèmes de transport durable, tels que les transports publics électriques, peut réduire les émissions de gaz à effet de serre et améliorer la qualité de l'air. En outre, la mise en place de mécanismes de mobilité partagée et de covoiturage peut contribuer à une utilisation plus efficace des ressources.

7.5. Écotourisme et conservation de la biodiversité

La RDC abrite une biodiversité incroyable avec des parcs nationaux et des réserves naturelles uniques. Une gestion appropriée de ces aires protégées peut non seulement préserver la richesse écologique de la région, mais également stimuler le tourisme durable, créant ainsi des emplois et des revenus locaux.

L'adoption d'une nouvelle économie du climat en RDC nécessite une collaboration étroite entre les acteurs gouvernementaux, les entreprises du secteur privé, les organisations de la société civile et les communautés locales. Cette approche soutient un développement économique durable et résilient face au changement climatique tout en préservant l'environnement et en améliorant les conditions de vie de la population congolaise.

Ressources utiles

- <https://www.banquemondiale.org/fr/country/drc/publication/democratic-republic-of-congo-drc-country-climate-and-development-report-2023>
- <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2023/11/15/changement-climatique-afe-1123-la-r-publique-d-mocratique-du-congo-doit-renforcer-ses-institutions->
- https://www.thegef.org/sites/default/files/nscsa-documents/375_0.pdf
- <https://drcprecop27.medd.gouv.cd/fr/yangambi.php>
- <https://www.unicef.org/drcongo/communiques-de-presse/en-rdc-les-enfants-sont-tres-fortement-exposes-aux-impacts-de-la-crise>
- <https://dievolkswirtschaft.ch/fr/2024/06/politique-climatique-quel-impact-pour-les-finances-publiques/>
- https://www.bu.edu/eci/files/2019/06/Economie_du_changement_climatique.pdf
- <https://etopia.be/blog/2014/12/17/stern-ii-la-nouvelle-economie-du-climat/>
- <https://www.oecd.org/fr/about/programmes/international-programme-for-action-on-climate.html>
-